

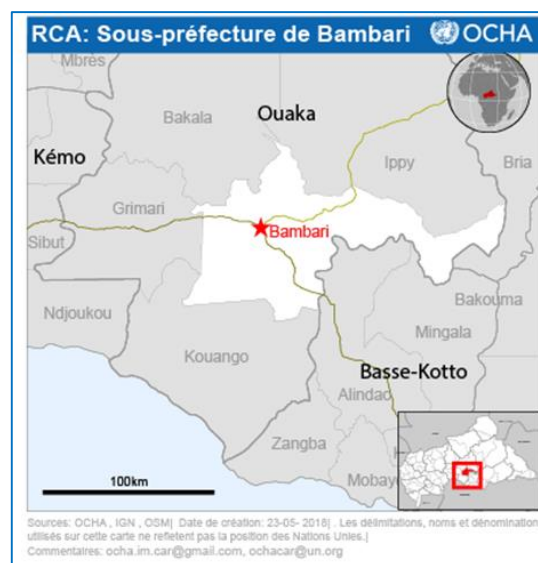
### FAITS SAILLANTS

- La situation humanitaire s'améliore progressivement à Paoua. Cette ville qui accueillait plus de 65 000 personnes déplacées en janvier 2018 en compte aujourd'hui moins de 10 000. Les retours dans les villages au nord et à l'est de Paoua ont été favorisés par l'amélioration de la situation sécuritaire dans cette région.
- Les activités humanitaires ont repris à Kaga Bando et dans sa région malgré une situation sécuritaire qui demeure précaire. Les acteurs humanitaires sont toujours affectés par des actes de violence et criminalité.
- A ce jour, le niveau de financement du Plan de réponse humanitaire ne nous permet pas de couvrir tous les besoins des 1,9 million de personnes ciblées. Seul 22,5% du Plan de réponse 2018 est financé, soit 116,1 millions des 515,6 millions requis.



- Bambari retombe dans la violence P.1
- Les humanitaires toujours touchés par l'insécurité et la criminalité P.2
- Les transferts monétaires, pour une aide humanitaire plus efficace en Centrafrique P.3

## Bambari retombe dans la violence



La ville de Bambari, capitale de la Préfecture de la Ouaka au centre de la Centrafrique, a joui tout au long de l'année 2017 d'une relative stabilité et de la mise en œuvre d'un certain nombre de projets en faveur des populations. Ainsi Bambari, deuxième ville du pays, qui avait été un des épicentres de la violence au plus fort de la crise essayait de tourner la page. De nouveaux affrontements entre groupes armés, survenus en plusieurs épisodes entre le 14 mai et le 10 juin 2018, ont mis à mal la situation et les tensions persistent dans la ville.

### Nouvelle dynamique de mouvements de population

Ces événements ont remis en cause les retours des déplacés qui, rassurés par un

certain niveau de stabilité, commençaient progressivement à rentrer dans leurs quartiers et localités d'origine. Ainsi, un certain nombre des 37 000 personnes déplacées à Bambari se sont de nouveau déplacées lors des épisodes de violence. Deux des 9 sites de personnes déplacées, Alternatif et Sangaris qui comptaient 4 340 et 8 600 personnes respectivement, se sont alors temporairement vidés. Les quartiers de la rive gauche de la rivière Ouaka, qui traverse Bambari du nord au sud, se sont alors aussi vidés de leurs populations.

Plusieurs nouveaux points de regroupement sont apparus dans la ville, côté rive droite. Un certain nombre de personnes ont également cherché refuge dans des villages dans un rayon de 30 kilomètres autour de Bambari. Avec l'accalmie relative constatée depuis mi-juin, les sites les plus affectés, notamment Alternatif et Sangaris, ont commencé déjà à se repeupler, bien que l'incertitude concernant la situation sécuritaire soit encore réelle.

Les prix des denrées de première nécessité ont triplé à cause des difficultés d'approvisionnement du marché local. Ils sont devenus alors hors de portée pour la majorité des déplacés ainsi que des nombreux habitants de la ville secoués par cette récente crise sécuritaire.

### CHIFFRES CLEFS

# de personnes déplacées	653 890
# de réfugiés centrafricains	584 000
Population ayant besoin d'une aide humanitaire	2,5 M
Population touchée par l'insécurité alimentaire	2 M°

### FINANCEMENT

**515,6 millions \$**  
requis pour le Plan de réponse humanitaire en 2018

**116.1 millions \$**  
ont déjà été mobilisés, soit 22,5% des fonds requis

OCHA encourage les partenaires et les bailleurs à rapporter leurs financements à travers le Financial Tracking Service (FTS). Cette action collective permet de suivre dans la transparence le taux de financement du Plan de réponse humanitaire, analyser les gaps et les besoins et prendre les décisions stratégiques appropriées pour l'allocation des fonds.

## Impact de la violence sur les activités humanitaires

**Les humanitaires ne sont pas une cible  
#NotATarget**

Lors de ces épisodes de violence, la population civile et les humanitaires n'ont pas été épargnés. Ils ont subi menaces et actes de violence. Tel a été le cas le 6 juin lorsque des éléments de groupes armés se sont introduits dans l'enceinte de l'Hôpital Régional de Bambari proférant des menaces à l'encontre du personnel médical et des patients ».

Au cours de la deuxième quinzaine du mois de mai, des locaux de 9 organisations humanitaires ainsi que la Commission nationale des réfugiés (CNR) ont subi des cambriolages à main armée ou des pillages. Plusieurs tentatives de vols ont également échoué. Parmi les biens volés, au moins 5 véhicules et une dizaine de motos appartenant aux acteurs humanitaires ont été emportés par des hommes armés.

### Une crise préjudiciable à la réponse apportée aux populations affectées dans la région

Les vols et actes de violence touchant des organisations humanitaires impactent leurs capacités opérationnelles en raison de la perte du matériel de travail, la suspension temporaire d'activités et la relocalisation des équipes dans certains cas. Ces conséquences sur les activités ont non seulement un impact négatif pour les personnes déplacées mais également pour toutes les populations vulnérables qui ont besoin de cette assistance. De plus, la crise a été préjudiciable à la réponse apportée à d'autres foyers de tension dans la région car dépendant de Bambari pour leur approvisionnement en intrants humanitaires. Cela a été le cas des déplacés de Tagbara (environ 5 000 déplacés), Seko (environ 10 000), Ippy (environ 15 000), Maloum (environ 8 000) et Bakala (2 000). Fin juin, les humanitaires tentaient de reprendre leurs activités dans la ville de Bambari et ses environs.

## Les humanitaires toujours touchés par l'insécurité et la criminalité

### Au moins 87 incidents ont affecté directement des personnels ou biens humanitaires au cours du deuxième trimestre

La situation sécuritaire en République centrafricaine (RCA) demeure très précaire. Les populations sont les principales victimes des conflits et de la violence qui s'exercent dans le pays. La RCA demeure également un des contextes les plus risqués pour les travailleurs humanitaires. Les incidents qui touchent directement les humanitaires sont pour une majorité de nature criminelle (vol, braquage, pillage) mais ils ont un impact immédiat sur l'accès et la réponse aux besoins des populations également touchées par cette violence.

D'avril à juin 2018, au moins 87 actes de violences ont affectés des acteurs ou biens humanitaires contre 63 au premier trimestre. Cette augmentation s'explique par une recrudescence du désordre survenu suite à des confrontations entre groupes armés et par une explosion de la criminalité, notamment à Kaga Bandoro, Batangafo et Bambari. Ces actes sont survenus de façon répétitive dans ces localités et sur les axes y menant, entravant de façon dramatique la possibilité d'apporter une assistance d'urgence si nécessaire. Lorsque des stocks de médicaments ou de vivres sont pillés ou que des convois humanitaires sont attaqués, des milliers de personnes par exemple risquent de pâtir de la faim ou de la maladie.

### Les humanitaires victimes d'actes de violence dans plusieurs régions

Au centre du pays, d'avril à juin 2018, 28 incidents ont touché directement les acteurs humanitaires dans les villes de Kaga Bandoro, Kabo, Batangafo et Bouca et leurs environs. Ces incidents ont alors obligé les acteurs humanitaires à suspendre temporairement la majorité de leurs activités sur les axes du triangle Batangafo-Kabo-Kaga Bandoro et affectant ainsi environ 28 000 personnes déplacées.

Dans l'ouest du pays, depuis décembre 2017, les incursions répétitives de groupes armés dans la région de Gamboula et d'Amada Gaza (Préfecture de la Mambéré Kadéï) ont entraîné l'interruption des services sociaux de base tels que l'éducation et la santé. Dans certaines localités sous contrôle de groupes armés, la suspension temporaire des activités humanitaires d'au moins quatre organisations privent pour l'instant des milliers de personnes de l'assistance humanitaire.

Des incidents sécuritaires très sérieux ont aussi eu lieu dans des hôpitaux, notamment à Bambari, Zémio et Bangui. Ces structures devraient pourtant être protégées et respectées par les parties au conflit. Les patients, des soignants et des acteurs humanitaires qui les soutenaient ont été directement touchés et ont dû retirer temporairement leurs équipes, impactant ainsi les soins à de nombreux malades et blessés.

Depuis le début de l'année 2018, 4 personnels humanitaires ont perdu la vie dans le cadre de leur mission.



©OCHA/Gemma Cortes, Bambari. Préfecture de la Ouaka, RCA (20 mars 2015). Malgré un contexte sécuritaire très instable, les acteurs humanitaires continuent quotidiennement à apporter de l'assistance aux personnes déplacées et aux populations vulnérables.

## Les transferts monétaires, pour une aide humanitaire plus efficace en Centrafrique

En République centrafricaine, les programmes de transferts monétaires (PTM) ont été largement utilisés pour apporter une réponse à l'insécurité alimentaire, en fournissant une assistance aux populations touchées par des crises chroniques et complexes. Au cours des dernières années, l'influence des discussions au niveau mondial, notamment le « Grand Bargain » au Sommet humanitaire mondial d'Istanbul, ainsi que le Panel de haut niveau sur le financement humanitaire, ont permis aux partenaires de mieux appréhender les avantages potentiels et la pertinence des transferts monétaires.

Les transferts monétaires se sont avérés efficaces dans un certain nombre de contextes dans la promotion de l'autonomisation et de la dignité des personnes touchées par la crise car ils leur donnent l'opportunité et la flexibilité pour définir elles-mêmes leurs priorités.

Ils constituent aussi un appui non négligeable à la revitalisation du commerce et de l'économie locale en vue d'une reprise économique durable. A plus long terme, ils favorisent une plus grande résilience pour les personnes affectées, en ce qu'il leur permet de mieux résister aux chocs. Les transferts monétaires lorsque les conditions le permettent peuvent aussi être une réponse efficace aux défis posés par l'accès.

### État de la mise en œuvre des transferts monétaires en RCA

D'une manière générale, les transferts monétaires en RCA font face à d'importants défis, de la vétusté des infrastructures à l'insécurité, à la faiblesse des capacités des fournisseurs de services et des marchés dans l'arrière-pays. L'usage des transferts monétaires n'est pas ou ne pourra pas être systématique mais des progrès réguliers ont été constatés. En 2017, plusieurs agences dont le PAM, l'UNICEF, le PNUD, le HCR et de nombreuses ONG internationales, comme Concern Worldwide, ACTED, ACF, Oxfam, IRC et Solidarités International, ont augmenté la part des interventions monétaires dans leurs budgets de moins de 10% à au moins 30%.

**Témoignage :** Selon Salma Ben Aissa, Directrice adjointe chargée des Programmes, IRC : « Le Fonds humanitaire nous a offert une opportunité de contribuer aux efforts de désenclavement de la zone de Mbrès dans la Préfecture de Nana-Gribizi. Le premier projet a permis d'offrir des activités de l'argent contre le travail sur l'axe menant de Kaga-Bandoro à Mbrès. Il comportait aussi la construction du marché et de l'abattoir de Mbrès par une approche intégrée protection et relèvement économique en utilisant le transfert monétaire comme un des outils de programmation. Parmi les bénéficiaires d'activités génératrices de revenus, 200 personnes vulnérables ont reçu des montants de 90 000 à 100 000 Fcfa. Une majorité a été référencée par le secteur Protection avec des violences basées sur le genre. Sept cent ménages vulnérables ont bénéficié des coupons avec un carnet d'une valeur de 21 000 Fcfa par ménage pendant les 4 mois. Le transfert monétaire est possible mais nécessite des mesures d'atténuation des risques bien étudiées »



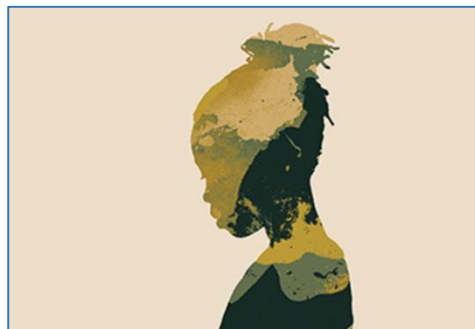
©OCHA/Yaye N. Sène, Kaga Bandoro. Préfecture de la Nana Gribizi, RCA (15 avril 2017). Dans un des marchés de la ville, les bénéficiaires peuvent échanger les coupons contre les vivres de leur choix.

### Perspectives d'avenir en RCA

En 2018, de nouveaux organismes humanitaires ont commencé à orienter leur approche pour davantage avoir recours aux transferts monétaires et, dans la mesure du possible, aller vers une approche multisectorielle pour fournir des transferts monétaires à usage multiple. Un groupe de travail intersectoriel sur les transferts monétaires a été créé dans le cadre de la Coordination Inter Clusters afin de faire progresser les transferts monétaires grâce au développement d'outils et d'approches, collectives pour une réponse humanitaire toujours plus efficace.

## Mobilisation des acteurs pour l'accélération de la réponse au VIH en Centrafrique

### La Centrafrique, l'un des pays les plus fortement affectés par le VIH en Afrique centrale



Avec une prévalence du VIH estimée à 4% selon le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/Sida (ONUSIDA), la République Centrafricaine est l'un des pays les plus fortement affectés par l'épidémie de SIDA en Afrique centrale. Pour la même année, le nombre de personnes nouvellement infectées par le VIH a été estimé à 7 700. Selon l'ONUSIDA, 110 000 personnes étaient estimées vivre avec le VIH dans le pays en 2017 et près de 5 200 décès liés au SIDA ont été enregistrés pour la même période.

L'accès aux médicaments antirétroviraux (ARV) pour traiter les personnes séropositives reste limité. Seulement 32% des personnes séropositives avaient accès aux ARV en fin 2017 et seulement 56% des femmes enceinte vivant avec le VIH ont eu accès au traitement pour prévenir la transmission mère enfants du VIH.

Face à cette situation, les acteurs nationaux et les partenaires internationaux se mobilisent pour accélérer la réponse au VIH en République centrafricaine, à travers un plan de rattrapage. Ce plan a été élaboré par le Conseil national de lutte contre le SIDA (CNLS), le ministère de la Santé et de la Population, l'ONUSIDA, Médecins Sans Frontières (MSF)

et d'autres partenaires, avec une forte implication de la société civile, y compris les personnes vivant avec le VIH. Ce plan de rattrapage s'inscrit dans le cadre d'une initiative régionale de l'ONUSIDA et de ses partenaires pour accélérer la réponse au VIH en Afrique de l'Ouest et centrale.

### Des résultats encourageants

La première phase de ce plan, qui devrait prendre fin en décembre 2018, a pour objectif de mettre sous traitement ARV 29 536 personnes vivant avec le VIH en Centrafrique. Cette première phase couvre les villes de Bangui, Bimbo, Paoua, Carnot, Berberati et Bambari qui sont des villes à forte démographie et haute prévalence du VIH.

Depuis le lancement de ce plan de rattrapage, le nombre de personnes sous traitement ARV est passé de 28 303 fin 2015 à 36 703 fin 2017. Pour soutenir ces premiers résultats, d'importantes réformes des politiques et d'approches de santé et de VIH ont été réalisées. L'une d'elles touche notamment la révision des directives de soins et de traitement du VIH pour inclure l'approche « tester et traiter », c'est-à-dire donner immédiatement le traitement ARV à toute personne dépistée positive.

Pour pallier la pénurie de personnel médical qualifié pour la prise en charge des personnes séropositives, une délégation des tâches a été adoptée. Celle-ci permettra aux acteurs paramédicaux et communautaires formés d'assurer une prise en charge et un accompagnement plus régulier et plus proche des personnes vivant avec le VIH. Les prochaines étapes dans ces efforts d'accélération seront la mise sous traitement ARV des personnes séropositives en attente de traitement et l'amélioration de l'accès à la thérapie antirétrovirale pour les femmes enceintes séropositives.

## Lutte contre la malnutrition à Amada Gaza

La crise persiste en République centrafricaine où près de 75% de la population tire ses moyens de subsistance des activités agricoles. Les multiples vagues de violence ont contraint des milliers de cultivateurs à des déplacements forcés, abandonnant leurs activités agricoles. Cette situation a énormément fragilisé la santé et la situation nutritionnelle de milliers de personnes affectées par la crise. La sous-préfecture d'Amada Gaza, dans la préfecture de la Mambéré Kadéï, à l'Ouest de la Centrafrique est une illustration de cette situation.

Selon une enquête nutritionnelle menée par les acteurs humanitaires en septembre 2017 dans la zone, le taux de malnutrition aigüe et sévère des enfants de 6 à 59 mois y est de 2,1% soit au-delà du seuil d'urgence de l'OMS (2% des enfants).

L'ONG nationale African Relief Service (ARS) a implanté plusieurs programmes de santé et nutrition à Amada Gaza afin de pallier cette situation. Elle apporte un appui en produits pharmaceutiques à trois centres de santé de la ville et des localités environnantes. Elle se charge aussi du renforcement des capacités du personnel pour la prise en charge de la malnutrition. ARS a également lancé des cliniques mobiles dans les zones reculées où les populations ont trouvé refuge lorsqu'elles fuyaient les combats entre groupes armés.

En avril 2018, ARS a dépisté 942 enfants malnutris à Amada Gaza, dont 62 souffrant de malnutrition aigüe sévère sans complication médicale qui ont été pris en charge par l'organisation.

Démarrées sur fonds propres, les activités de l'ARS ont bénéficié d'un financement de 50 000 dollars américains du Fonds humanitaire (FH) en 2018. L'ONG bénéficie aussi d'un appui de l'OMS et de l'UNICEF en médicaments et intrants nutritionnels. Ce financement a permis à l'ARS de continuer son appui en santé et nutrition auprès des formations sanitaires de la région.

En février 2018, 8 466 bénéficiaires dont 4 097 filles, 4 008 garçons, 350 femmes et 11 hommes ont été ciblés.

Les données du Cadre intégré (IPC) de la classification de la sécurité alimentaire de mars 2018, révèlent que la préfecture de la Mambéré Kadéï fait partie des zones qui sont passées de la situation de stress à la situation de crise, avec une augmentation de 44% de personnes en insécurité alimentaire. Cette augmentation s'explique par la hausse du nombre des personnes déplacées n'ayant plus accès à leurs plantations.



©ONG ARS, Préfecture de Basse Kotto, (18 novembre 2017). Grâce à une évaluation multisectoriel faite par ARS à Pombolo, 185 enfants malnutris ont bénéficié d'une prise en charge.

La persistance de l'insécurité et la multiplication des braquages contre les acteurs humanitaires dans la région d'Amada Gaza a entraîné la relocalisation d'employés à Berberati. ARS a maintenu sa présence dans la ville et continue d'appuyer les centres de santé de cette zone depuis Berberati.

Créée en 2015, l'ONG African Relief Service (ARS) a pour objectif de favoriser l'accès à l'assistance humanitaire des personnes affectées par la crise.

Le siège de ARS se trouve dans le deuxième arrondissement de Bangui. Pour contactez ARS : Tel : +2372017770 – Courriel : [africanreliefservice@yahoo.com](mailto:africanreliefservice@yahoo.com).

## En bref



A l'occasion de la Journée de l'Enfant africain, l'UNICEF appelle à ne laisser aucun enfant de côté et à s'engager pour que chaque enfant centrafricain ait un avenir digne. « Cette célébration nous rappelle à notre mission: en finir avec les injustices et agir sans relâche pour qu'aucun enfant ne soit laissé pour compte et que chaque enfant ait le droit à une enfance et un avenir digne », a déclaré la Représentante de l'UNICEF en République centrafricaine, Christine Muhigana.

## Le saviez-vous ?

Le «New Way of Working » (nouvelle façon de travailler) est une approche innovante qui vise à favoriser les synergies et complémentarités entre les acteurs humanitaires et ceux du développement. Lors de crises de longue durée notamment, ils sont appelés à travailler en étroite collaboration. Cette nouvelle approche ; adoptée par les Nations Unies vise à atteindre des résultats collectifs. Parmi eux figurent le renforcement des capacités aux niveaux national et local tout en œuvrant en faveur de la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Lorsque le contexte le permet, tout en respectant les principes humanitaires, cette collaboration doit permettre de réduire les besoins humanitaires, les risques et la vulnérabilité grâce à des stratégies humanitaire et de développement mieux alignées à court, moyen et long terme.

Le tweet du mois  
Suivez-nous sur @OCHA\_CAR

 **OCHA CAR** @OCHA\_CAR · Jun 25

Bonne nouvelle : Paoua compte aujourd'hui 9330 déplacées. Ils étaient +65000 en jan. 2018 lorsque des combats entre groupes armés ont éclaté autour de la ville. La communauté #humanitaire maintient son appui aux déplacés & à ceux qui sont retournés dans les villages #CARcrisis

 Translate Tweet



Najat Rochdi, UNICEF CAR, OMS Centrafrique and 7 others

 1  18  25 

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Joseph Inganji**, Chef de Bureau, [inganji@un.org](mailto:inganji@un.org), Tel. (+236) 70738730

**Yaye Nabo Séné**, Cheffe, Information publique, [seney@un.org](mailto:seney@un.org), Tel. (+236) 70087565

Les bulletins humanitaires d'OCHA sont disponibles aux adresses suivantes : [www.unocha.org/car](http://www.unocha.org/car) | [www.unocha.org](http://www.unocha.org) |